

1° les fonctions du ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine prévues à la Loi sur le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (L.R.Q., c. M-17.2), à l'égard des aînés et qu'elle assume la responsabilité des effectifs, des activités et des programmes relatifs aux aînés ainsi que des crédits du portefeuille « Famille et Aînés » qui y sont afférents;

2° la responsabilité de collaborer avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale à la conception et à la mise en œuvre de toutes actions concernant les aînés prises en application des articles 7 et 8 de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (L.R.Q., c. L-7).

QUE le présent décret remplace le décret n° 675-2010 du 11 août 2010.

Le greffier du Conseil exécutif,
GILLES PAQUIN

56315

Gouvernement du Québec

Décret 929-2011, 14 septembre 2011

CONCERNANT le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), le ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune ait pour fonctions de seconder le ministre des Ressources naturelles et de la Faune et d'exercer, sous sa direction, notamment les fonctions suivantes :

1° en ce qui concerne les mines, recueillir, traiter et diffuser l'information géoscientifique en plus d'accorder et de gérer les droits de propriété et d'utilisation de la ressource minérale, faciliter l'exploration et l'exploitation minières et apporter son soutien à la recherche;

2° en ce qui concerne le territoire, voir au respect de l'intégrité territoriale, développer et adapter les outils nécessaires pour favoriser la connaissance du Québec sur les plans géographique et foncier, comme le Registre foncier et la réforme du cadastre et assurer également l'intégration et la diffusion de l'information géodésique, cartographique et d'observation du territoire;

3° en ce qui concerne la faune, assurer la gestion des activités d'exploitation de la faune ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique.

QUE le présent décret remplace le décret n° 812-2009 du 23 juin 2009.

Le greffier du Conseil exécutif,
GILLES PAQUIN

56316

Gouvernement du Québec

Décret 930-2011, 14 septembre 2011

CONCERNANT le ministre délégué aux Finances

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), le ministre délégué aux Finances ait pour fonctions de seconder le ministre des Finances et d'exercer, sous sa direction, notamment les fonctions suivantes :

1° en ce qui concerne l'encadrement du secteur financier, celles relatives à l'application des dispositions ou des lois suivantes :

— les dispositions du titre VI relatif au Groupement des assureurs automobiles et du titre VII relatif aux pouvoirs de l'Autorité des marchés financiers en matière de données statistiques et de tarification de la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25);

— la Loi sur l'assurance-dépôts (L.R.Q., c. A-26);

— la Loi sur les assurances (L.R.Q., c. A-32);

— la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (L.R.Q., c. A-33.2);

— la Loi sur les caisses d'entraide économique (L.R.Q., c. C-3);

— la Loi concernant certaines caisses d'entraide économique (L.R.Q., c. C-3.1), à l'exception des dispositions dont l'application relève du Directeur général des élections ou du ministre du Revenu;

— la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4);

— la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1);

— la Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., c. C-67.3);

— la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2);

— la Loi sur l'exercice des activités de bourse au Québec par Nasdaq (L.R.Q., c. E-20.01);

— la Loi sur les instruments dérivés (L.R.Q., c. I-14.01);

— la Loi sur les pouvoirs spéciaux des personnes morales (L.R.Q., c. P-16), à l'exception des dispositions dont l'application relève du ministre du Revenu;

— la Loi sur les sociétés d'entraide économique (L.R.Q., c. S-25.1);

— la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., c. S-29.01);

— la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1);

2^o en ce qui concerne l'encadrement des personnes morales, celles relatives à l'application des dispositions et des lois suivantes :

— la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38), à l'exception des dispositions dont l'application relève du ministre du Revenu;

— la Loi sur les compagnies de télégraphe et de téléphone (L.R.Q., c. C-45), à l'exception des dispositions dont l'application relève du ministre du Revenu;

— la Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., c. C-47), à l'exception des dispositions dont l'application relève du ministre du Revenu;

— la Loi sur les sociétés par actions (L.R.Q. c. S-31.1), à l'exception des dispositions dont l'application relève du ministre du Revenu;

3^o en ce qui concerne les centres financiers internationaux, celles relatives à l'application de la Loi sur les centres financiers internationaux (L.R.Q., c. C-8.3) à l'exception des dispositions dont l'application relève du ministre du Revenu;

4^o en ce qui concerne l'encadrement du courtage immobilier, celles relatives à l'application de la Loi sur le courtage immobilier (L.R.Q., c. C-73.2), à l'exception des dispositions dont l'application ne relèvera pas du ministre des Finances;

5^o en ce qui concerne l'encadrement des entreprises de services monétaires, celles relatives à l'application de la Loi sur les entreprises de services monétaires (2010, c. 40, annexe 1), dont les dispositions entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception des dispositions dont l'application relèvera du ministre de la Sécurité publique;

QUE le présent décret remplace le n^o 55-2011 du 9 février 2011.

Le greffier du Conseil exécutif,
GILLES PAQUIN

56317

Gouvernement du Québec

Décret 931-2011, 14 septembre 2011

CONCERNANT les responsabilités régionales de certains ministres

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), les ministres nommés ci-dessous soient responsables des régions inscrites en regard de leur nom :

Mme Monique Gagnon-Tremblay, ministre responsable de la région de l'Estrie

Mme Michelle Courchesne, ministre responsable de la région de Laval, de la région des Laurentides et de la région de Lanaudière

M. Raymond Bachand, ministre responsable de la région de Montréal

M. Yves Bolduc, ministre responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de la région du Bas-Saint-Laurent

Mme Julie Boulet, ministre responsable de la région de la Mauricie

M. Sam Hamad, ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale

M. Laurent Lessard, ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches et de la région du Centre-du-Québec